

# 1

**Pourquoi les objectifs du Millénaire pour le développement sont importants, situation actuelle et raisons de l'insuffisance des progrès réalisés**



## L'importance des objectifs du Millénaire pour le développement

Pendant les dix années qui viennent, nous avons la possibilité de réduire de moitié la pauvreté dans le monde. Des milliards de personnes supplémentaires pourraient alors profiter des bienfaits de l'économie mondiale. Des dizaines de millions de vies humaines pourraient être sauvées. Des solutions pratiques existent. La structure politique est en place. Et pour la première fois, le coût d'une telle entreprise est tout à fait abordable. Quelles que soient les motivations qui peuvent pousser chacun à s'attaquer aux problèmes de l'extrême pauvreté – droits de l'homme, valeurs religieuses, sécurité, prudence budgétaire, raisons idéologiques – les solutions sont les mêmes. Ce qu'il faut, c'est agir.

Ce rapport recommande la voie à suivre. Il montre comment atteindre cet objectif ambitieux. Il décrit comment atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD).

### **Quels sont les objectifs du Millénaire pour le développement?**

Les objectifs du Millénaire pour le développement sont des objectifs de réduction de la pauvreté assortis de cibles chiffrées, comportant des dates précises de réalisation, pour venir à bout de l'extrême pauvreté dans ses nombreuses dimensions : manque de revenu, sous-alimentation, maladie, absence de logement adéquat, exclusion sociale, et encourager l'égalité des sexes, l'éducation et la viabilité environnementale. Ces objectifs sont également liés aux droits de l'homme – le droit de chaque personne à la santé, l'éducation, le logement et la sécurité, comme le veulent la Déclaration universelle des droits de l'homme et la Déclaration du Millénaire.

Si les OMD sont réalisés en 2015, à quoi ressemblera le monde à cette date? Plus de 500 millions de personnes seront sorties de l'extrême pauvreté. La faim sera épargnée à 300 millions de personnes supplémentaires. La santé infantile connaîtra des progrès considérables. Trente millions d'enfants seront

épargnés, plutôt que de mourir avant leur cinquième anniversaire. La vie de plus de 2 millions de mères sera également sauvée.

Il y a plus. Réaliser les OMD apporterait l'eau potable à 350 millions de personnes de plus, et 650 millions d'hommes de plus profiteront de moyens d'assainissement de base, leur permettant de mener une vie plus saine et plus digne. Des centaines de millions de femmes et de filles de plus choisiront leur mode de vie en toute liberté, leur sécurité étant mieux assurée et leur liberté de choix plus grande. Mais derrière ces chiffres élevés, il y a la vie et les espoirs de millions de gens qui verront enfin s'alléger le fardeau de l'extrême pauvreté, et qui contribueront à la croissance économique et au renouveau.

De nombreux pays profitent de la mondialisation et sont dans la bonne voie pour atteindre au moins certains des objectifs du Millénaire pour le développement à la date fixée de 2015. Entre 1990 et 2001, selon les estimations de la Banque mondiale, la proportion de gens vivant dans l'extrême pauvreté est tombée de 28 % à 21 % de la population des pays en développement. Le nombre des indigents est ainsi passé de 1,21 milliard à 1,09 milliard (Chen et Ravallion, 2004). De nombreuses régions, en particulier de vastes parties de l'Asie de l'Est et de l'Asie du Sud, connaissent des progrès économiques et sociaux spectaculaires.

De vastes régions du monde, en revanche, sont loin d'être dans la bonne voie. L'Afrique subsaharienne, en particulier, connaît un spectaculaire enchaînement de circonstances défavorables : sida, recrudescence du paludisme, diminution de la production vivrière par personne, détérioration des conditions de logement et dégradation de l'environnement, de sorte que la plupart des pays de la région ne pensent pas pouvoir atteindre la plupart ni même un seul des OMD. Le changement climatique pourrait aggraver la situation en accroissant l'insécurité alimentaire, en propageant les maladies à vecteur et en accroissant la probabilité de catastrophes naturelles; une diminution prolongée de la pluviométrie dans certaines régions d'Afrique a déjà entraîné de graves dégâts. En outre, pour certains des OMD, ceux qui cherchent à réduire la mortalité maternelle et à inverser la déperdition des ressources environnementales, par exemple, la plupart des pays du monde en développement font fausse route. La cible, pourtant facile à réaliser, de la parité entre les sexes dans l'enseignement primaire et secondaire – à la date de 2005 – sera manquée par la plupart des pays.

Il est temps d'imprimer à la réalisation des OMD l'accélération qu'ils nécessitent et qu'ils méritent. Les OMD doivent être réalisés non seulement aux niveaux mondial et régional, mais aussi au niveau des pays (encadré 1.1). On trouvera dans le présent rapport un plan d'action pratique pour y parvenir, inspiré de travaux menés par plus de 250 praticiens du développement du monde entier au cours des deux dernières années dans le cadre du Projet Objectifs du Millénaire (ou Projet du Millénaire) des Nations Unies. Dans l'ensemble de l'ouvrage, nous soulignons que les techniques précises, pour atteindre les objectifs, sont connues. Ce qu'il faut, c'est les appliquer à l'échelle voulue. Nos 10 recommandations clés

**Encadré 1.1**  
**Les objectifs du**  
**Millénaire pour le**  
**développement**  
**sont des objectifs**  
**de pays**

Le Projet du Millénaire interprète les objectifs du Millénaire pour le développement comme des buts applicables aux pays, car c'est dans cet esprit que s'inscrit leur réalisation dans le monde entier. Les progrès constatés en Chine et en Inde constituent un succès remarquable au niveau mondial, mais ce serait une erreur que de crier "victoire" dans la lutte contre l'extrême pauvreté sur la seule base des progrès accomplis dans deux pays alors que des dizaines d'autres, où vivent des centaines de millions d'hommes parmi les plus pauvres de la planète, n'atteignent pas les OMD. Or, la Déclaration du Millénaire et les objectifs du Millénaire pour le développement ont été conçus pour aider les pays les plus pauvres, ceux qui font le moins de progrès, et non pas ceux qui en font le plus, même en l'absence d'OMD. C'est une raison importante de continuer à appliquer les OMD au niveau des pays.

Il y a aussi deux autres raisons importantes. D'abord, les OMD doivent être des objectifs opérationnels, et la plupart des grandes décisions de politique économique et les activités d'aide au développement se situent au niveau des États souverains, pris individuellement. La quasi totalité du processus d'aide au développement – notamment les Documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté, les négociations avec les pays donateurs, l'allègement de la dette – est conçue au niveau des pays. Le Projet Objectifs du Millénaire est le premier à souligner la nécessité de programmes régionaux et internationaux plus vigoureux pour atteindre des objectifs transnationaux et répondre aux besoins mondiaux. Mais l'essentiel de la pratique du développement restera sans doute situé au niveau des pays jusqu'à 2015 au moins.

Deuxièmement, les OMD doivent être appliqués au niveau des pays pour permettre aux gouvernements d'être tenus comptables de leurs engagements à cet égard. L'interprétation mondiale ou régionale des OMD dilue les responsabilités et atténue l'obligation, pour les équipes dirigeantes nationales, de rendre des comptes et de dire s'ils ont tout fait pour venir à bout de l'extrême pauvreté.

L'une des préoccupations souvent exprimées dans les pays à faible revenu comme dans les pays donateurs est que les OMD sont "irréalistes", parce que leur réalisation exigerait des progrès trop nombreux et trop rapides. Mais cette façon de penser dévalorise considérablement les aspirations à la réalisation des OMD et doit être réfutée chaque fois que possible. Elle repose implicitement sur une extrapolation des tendances actuelles qui, si elles se poursuivent, signifient en effet que les OMD, dans des dizaines de pays, ne seront pas atteints. Pourtant, notre analyse donne clairement à penser que si les engagements souscrits à Monterrey et ailleurs sont honorés, les OMD peuvent encore être atteints dans la plupart des pays du monde sinon tous. Les dévaloriser maintenant reviendrait à s'appuyer sur des spéculations mal informées, plutôt que sur une analyse rigoureuse et serait un cruel abandon des espoirs et des possibilités que les OMD ont suscités.

sont présentées aux pages xxii–xxv. L'appendice 1 présente en outre un ensemble détaillé de recommandations sous-jacentes. Des analyses et des recommandations plus poussées sont présentées dans les 14 rapports thématiques des groupes de travail qui ont contribué de façon décisive à ce plan d'action.

### **Pourquoi les objectifs sont importants**

Les OMD sont l'ensemble d'objectifs de réduction de la pauvreté qui réunissent l'adhésion la plus large, qui sont les plus complets et les plus spécifiques que le monde ait établis jusqu'à présent, et c'est leur importance même qui interdit

tout échec. Pour le système politique international, ils sont la base même de la politique de développement. Pour le milliard d'hommes vivant encore dans l'extrême pauvreté, leur réalisation représenterait l'acquisition des moyens d'une vie productive. Pour tous les habitants de la planète, les OMD sont aussi un élément essentiel de la recherche d'un monde plus sûr et pacifique.

### ***La base de la politique du développement international***

Réunis pour le Sommet du Millénaire en septembre 2000, les dirigeants mondiaux ont adopté la Déclaration du Millénaire, engageant leur pays dans un nouveau partenariat mondial dont la finalité est de réduire la pauvreté, d'améliorer la santé et de promouvoir la paix, le respect des droits de l'homme, l'égalité des sexes et la viabilité environnementale. Cet engagement commun sans précédent n'était pas un événement sans lendemain. Ce partenariat entre pays riches et pays pauvres a été réaffirmé lors du lancement, en novembre 2001, des négociations de Doha sur le commerce international. Peu de temps après, ces mêmes dirigeants se sont de nouveau rencontrés, en mars 2002, à la Conférence internationale sur le financement du développement, à Monterrey (Mexique), établissant un cadre de référence d'un partenariat pour le développement mondial, dans lequel les pays développés et les pays en développement sont convenus de faire cause commune pour réduire la pauvreté. Plus tard dans la même année, les États Membres de l'Organisation des Nations Unies se sont réunis au Sommet mondial pour le développement durable, à Johannesburg (Afrique du Sud), où ils ont réaffirmé les objectifs du Millénaire pour le développement et leurs délais de réalisation.

Le Consensus de Monterrey a bien montré la nature et l'importance du Nouveau Partenariat :

La réalisation des objectifs de développement de la communauté internationale, notamment ceux énoncés dans la Déclaration du Millénaire, appelle un nouveau partenariat entre les pays développés et les pays en développement. Nous nous engageons à appliquer des politiques rationnelles, à instaurer une bonne gouvernance à tous les niveaux et à assurer la primauté du droit. Nous nous engageons également à mobiliser les ressources nationales, à attirer les flux internationaux, à promouvoir le commerce international en tant que moteur du développement, à intensifier la coopération financière et technique internationale pour le développement, le financement viable de la dette et l'allègement de la dette extérieure et à renforcer la cohérence des systèmes monétaires, financiers et commerciaux internationaux (Nations Unies, 2002a).

Si le Consensus de Monterrey a affirmé à bon droit qu'il incombait aux pays en développement eux-mêmes, au premier chef, de réduire la pauvreté de leur population, il a également proposé une stratégie équilibrée de croissance économique qui reconnaît les corrélations complexes entre les différents pays,

et a montré comment certains pays avaient besoin d'un accroissement de l'aide internationale (encadré 1.2). Par exemple, le Consensus de Monterrey a bien montré la nécessité à la fois de politiques mieux conçues et d'une assistance accrue, à la fois de plus de commerce et de plus d'aide. Il a également souligné les besoins spéciaux des pays les moins avancés, des pays africains, des petits pays insulaires et des pays sans littoral en ce qui concerne l'aide au développement. En outre, il a réaffirmé l'objectif établi de longue date consistant à porter l'APD à 0,7 % du produit national brut des pays développés. Le Projet Objectifs du Millénaire adopte ces principes équilibrés et considère le Consensus de Monterrey comme le point de départ, au niveau international, de l'adoption de mesures détaillées et précises pour atteindre les OMD.

Repris dans les engagements historiques que sont la Déclaration du Millénaire et le Consensus de Monterrey, les objectifs du Millénaire pour le développement ouvrent une nouvelle période de l'histoire du développement international. Ce sont les premiers objectifs internationaux à reconnaître, aux niveaux politiques les plus élevés, qu'une réduction considérable de la pauvreté dans les pays les plus pauvres ne sera possible que si les pays en développement mettent en place des plans bien conçus et bien appliqués pour réduire la pauvreté – et seulement si les pays riches font de leur côté des efforts importants pour accroître notablement l'aide. Aucun pays pauvre mais désireux de sortir de la pauvreté ne doit être abandonné à ses seules ressources – comme si de rien n'était. Inspirés par les OMD, les pays ont accepté l'obligation de se rendre mutuellement des comptes, et les citoyens des pays riches comme des pays pauvres ont désormais le moyen d'exiger de leurs gouvernements qu'ils se conforment à des normes claires.

### *Les moyens d'une vie productive*

Plus d'un milliard d'hommes vivent dans l'extrême pauvreté; les objectifs du Millénaire pour le développement sont donc pour eux une question de vie et de mort. L'extrême pauvreté peut en effet être définie comme une "pauvreté mortelle" puisqu'elle prive les individus des moyens de rester en vie, aux prises avec la faim, la maladie et les menaces environnementales. Quand un individu est tombé dans l'extrême pauvreté et n'a pas le maigre revenu nécessaire pour couvrir ses besoins quotidiens essentiels, une maladie, une sécheresse, un ravageur qui peut détruire une récolte signifient souvent la différence entre la vie et la mort. Pour les ménages qui sont extrêmement pauvres, l'espérance de vie est souvent inférieure de moitié environ à ce qu'elle est dans le monde riche : 40 ans au lieu de 80. Il est courant que plus de 100 enfants sur 1 000 meurent avant l'âge de 5 ans, alors que dans le monde riche ce chiffre est inférieur à 10. Un enfant né en Afrique subsaharienne a, ce jour, une chance sur trois seulement de vivre jusqu'à 65 ans.

Pour les personnes qui vivent dans la pauvreté extrême, les OMD sont une fin en soi, car ils reflètent directement leurs aspirations : vivre plus longtemps, en bonne santé et dans des conditions plus satisfaisantes. Mais les OMD

## Encadré 1.2

### Le Consensus de Monterrey, cadre d'un partenariat mondial

Source : Nations Unies, 2002a.

Le Consensus de Monterrey offre un schéma précieux pour l'action internationale, bien qu'un grand nombre des engagements essentiels n'aient toujours pas été honorés. Il a permis de dégager plusieurs principes importants, souvent méconnus.

Premièrement, le monde s'est engagé sur un agenda de développement vaste, plutôt que restreint, tenant compte par exemple non seulement de la croissance mais aussi de la réduction de la pauvreté et de la viabilité environnementale :

*Notre objectif est d'éliminer la pauvreté, d'atteindre une croissance économique soutenue et de promouvoir le développement durable à mesure que nous progressons vers un système économique véritablement ouvert à tous et équitable (paragraphe 1).*

Deuxièmement, le Consensus de Monterrey a fait une distinction entre les pays en développement déjà dotés d'une infrastructure adéquate et d'un capital humain suffisant pour attirer les investissements privés (c'est-à-dire principalement les pays à revenu intermédiaire) et ceux qui ne peuvent toujours pas se passer de l'aide publique au développement pour mettre en place leur infrastructure et développer leur capital humain, (c'est-à-dire principalement les pays à faible revenu et surtout les pays les moins avancés) :

*L'aide publique au développement (APD) joue un rôle vital en venant en complément d'autres sources de financement du développement, en particulier dans les pays qui sont le moins en mesure d'attirer des investissements directs privés. Elle peut aider un pays à parvenir à une mobilisation adéquate des ressources intérieures dans un laps de temps approprié, pendant que se développe le capital humain, les capacités de production et les exportations. L'APD peut être un facteur majeur d'amélioration des conditions dans lesquelles se déroulent les opérations du secteur privé et ouvrir ainsi la voie à une croissance vigoureuse. Elle est également un instrument indispensable pour appuyer l'éducation, la santé, le développement des infrastructures publiques, l'agriculture et le développement rural, et pour améliorer la sécurité alimentaire (paragraphe 39).*

Troisièmement, le Consensus de Monterrey a constaté que le commerce international est un moteur de la croissance d'une importance critique et que les pays à faible revenu ont besoin de deux types d'aide pour développer leurs échanges : un meilleur accès aux marchés des pays à revenu élevé, et des ressources financières leur permettant d'éliminer les contraintes pesant sur l'offre par des investissements consacrés à l'infrastructure commerciale, à la technologie et aux institutions :

*Nous invitons les institutions multilatérales et bilatérales de financement du développement, en coopération avec les gouvernements intéressés et leurs institutions financières – de sorte qu'ils puissent mieux tirer parti des possibilités commerciales qui s'offrent et bien s'intégrer au système commercial multilatéral – à élargir et à coordonner leurs efforts, à l'aide de ressources complémentaires, en vue d'éliminer progressivement les contraintes qui pèsent sur l'offre, d'améliorer l'infrastructure commerciale, de diversifier les exportations et d'accroître leur contenu technologique, de renforcer le développement institutionnel et de stimuler la productivité et la compétitivité (paragraphe 36).*

Quatrièmement, le Consensus de Monterrey a retenu plusieurs régions où il était particulièrement nécessaire d'atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement :

*Pour un grand nombre de pays d'Afrique, de pays les moins avancés, de petits États insulaires en développement et de pays en développement sans littoral, l'APD continue de constituer l'essentiel du financement extérieur qu'ils reçoivent et revêt une importance critique pour ce qui est de la réalisation des objectifs de développement fixés dans la Déclaration du Millénaire et d'autres objectifs de développement convenus au niveau international (paragraphe 39).*

**Encadré 1.2**  
**Le Consensus de**  
**Monterrey, cadre**  
**d'un partenariat**  
**mondial**  
(suite)

Cinquièmement, le Consensus de Monterrey a reconnu qu'il serait donc nécessaire d'augmenter considérablement l'APD et les pays donateurs se sont engagés à fournir ces ressources supplémentaires, notamment à respecter l'objectif établi de longue date d'y consacrer 0,7 % de leur PNB :

*Nous estimons qu'une augmentation importante de l'APD et d'autres ressources sera nécessaire pour que les pays en développement puissent atteindre les objectifs de développement convenus au niveau international, y compris ceux qui figurent dans la Déclaration du Millénaire. Pour que l'APD reçoive davantage d'appui, nous coopérerons plus étroitement à l'amélioration des politiques et des stratégies de développement, aux niveaux national et international, afin d'accroître l'efficacité de l'aide apportée (paragraphe 41).*

*À cet égard, nous invitons instamment les pays développés qui ne l'ont pas encore fait à prendre des mesures concrètes pour atteindre les objectifs consistant à consacrer 0,7 % de leur produit national brut (PNB) à l'APD en faveur des pays en développement (paragraphe 42).*

apportent aussi une “contribution en capital” à la croissance économique et à la poursuite du développement et offrent à la population de mener une vie plus productive. La pauvreté extrême existe dans tous les pays en développement : pas seulement dans les pays à faible revenu, mais aussi dans ceux à revenu intermédiaire où se trouvent des “poches de pauvreté”, par exemple les zones reculées ou celles où vivent des minorités ethniques ou raciales, d'où l'importance des OMD là – où que ce soit – où existe ce type de pauvreté.

Considérons un village typique peuplé d'agriculteurs de subsistance dans un pays pauvre comme l'Afghanistan, le Bhoutan, la Bolivie, le Burkina Faso, l'Éthiopie, le Nicaragua ou la Papouasie-Nouvelle-Guinée. Ce village n'est pas desservi par une route revêtue ni par des véhicules à moteur. Il est privé d'électricité, ses besoins énergétiques sont satisfaits par le bois abattu dans une forêt secondaire ou des zones boisées, dont la superficie diminue. L'eau n'est pas potable, les latrines sont un véritable foyer d'infection qui contamine les aliments et l'eau consommée localement. Les enfants sont malades de diarrhée, de pneumonie ou de paludisme.

Dans un village africain, les adultes meurent du sida et de la tuberculose sans espoir de traitement. Les agriculteurs se donnent beaucoup de peine dans les champs mais ne parviennent pas à produire assez d'aliments pour nourrir leur famille. Les sols sont de longue date épuisés et manquent en particulier d'azote. Les pluies sont très insuffisantes et il n'y pas d'irrigation de secours.

Dans un tel cadre, les femmes ont un triple fardeau : prendre soin des enfants, des personnes âgées et des malades, passer de longues heures à aller chercher l'eau et le bois de feu, pour produire ou transformer les aliments, et travailler à la ferme ou dans une entreprise familiale pour un salaire faible ou nul. Les familles pauvres ont plus d'enfants qu'elles ne le souhaitent, faute d'accès à l'éducation, à la contraception, à un emploi correct, ainsi qu'à l'information et aux services de santé en matière de sexualité et de procréation.

L'éducation est, au mieux, un luxe pour la plupart des citoyens. Et comme il n'y a pas de soins obstétricaux d'urgence, les mères meurent en couches au moins 100 fois plus souvent que dans les pays riches.

Les forces du marché, à elles seules, ne peuvent sauver le village. En fait, le marché tend à passer à côté du village, si celui-ci n'a pratiquement pas de revenu monétaire, et il n'a pas de moyens faciles d'en acquérir, étant donné la faible productivité et les relations très médiocres avec l'économie régionale et mondiale. Le village suffit à peine à produire ses propres aliments. Sans argent, il ne peut attirer de médecins, d'enseignants ou de compagnies de transport. Sans électricité ou sans accès aux combustibles modernes, il ne peut faire fonctionner les petites machines de transformation des aliments, les pompes d'irrigation, les ordinateurs ou les appareils électriques pour les travaux de charpenterie ou de confection de vêtements. Les habitants du village n'ont pas assez d'argent pour en épargner. Et comme l'équipement et la main-d'œuvre qualifiée font défaut, les investisseurs privés ne viennent pas. Les hommes jeunes, les jeunes femmes, en particulier ceux qui savent lire, quittent le village – les plus instruits quittent le pays.

Le même enchaînement de circonstances catastrophiques s'applique à beaucoup de zones urbaines. À l'arrivée dans la ville, celui qui vient de la campagne trouvera peut-être un emploi, quoique irrégulier et précaire, et se heurtera au redoutable problème du logement, inaccessible et trop coûteux. Il trouve refuge dans des implantations sauvages, mal desservies et surpeuplées. Un grand nombre des plus vastes agglomérations urbaines des pays pauvres ne sont en fait que des villages considérablement étendus, et les villes en croissance rapide des pays à revenu intermédiaire sont, de même, souvent très mal conçues, de vastes quartiers étant privés d'équipement, d'emplois et de moyens de gérer l'environnement.

Une génération ou plus de migrants venus des campagnes, à quoi il faut ajouter l'accroissement naturel rapide de la population, explique l'hypertrophie des villes, à très forte densité de population, n'ayant pas les moyens élémentaires d'assurer les services de santé, d'enseignement, de distribution de l'électricité et de l'eau, d'assainissement, d'évacuation des déchets solides, et de transport en commun. Les habitants de ces taudis sont généralement exclus de l'exercice de leurs droits politiques, sociaux et économiques. Certains taudis ont une densité de population telle que les ambulances ne peuvent y pénétrer. Des maladies telles que la tuberculose s'y propagent comme un feu de brousse. Le VIH y est également très fréquent.

Sans équipement de base, sans capital humain, les pays sont condamnés à exporter un tout petit nombre de produits de base, à faible marge de profit, en fonction de leur base de ressources naturelles (physiques), plutôt qu'un ensemble diversifié de produits de la technologie, de compétences et d'investissements d'équipement. Dans de telles circonstances, la mondialisation peut avoir des effets négatifs – exode des compétences, dégradation de l'environnement, fuite

des capitaux, dégradation des termes de l'échange – plutôt que les avantages tirés d'un accroissement des investissements étrangers directs et des progrès technologiques.

Pour inverser cette tendance, des mesures pratiques peuvent toutefois être prises. Les villages et les villes peuvent être intégrés à la croissance économique mondiale s'ils sont dotés des infrastructures et du capital humain nécessaires. Si chaque village est desservi par une route, des moyens de transport, s'il dispose d'un petit centre de soins, de l'électricité, de l'eau potable, d'écoles et d'autres facteurs d'activité essentiels, les habitants des villages des pays très pauvres montreront la même détermination, le même esprit d'entreprise que les habitants des autres pays dans le monde entier. Si chaque ville dispose d'un réseau de distribution d'électricité fiable, de moyens de communication compétitifs, d'un accès aux moyens de transport, de logements accessibles et abordables pour les pauvres, de système d'approvisionnement en eau et d'assainissement, et a accès aux marchés mondiaux par des ports ou des routes modernes, les emplois et les investissements étrangers afflueront – au lieu que les travailleurs qualifiés fuient le pays.

Investir dans l'équipement essentiel, le capital humain et la bonne gouvernance est un moyen d'accomplir plusieurs choses à la fois :

- La reconversion de l'agriculture de subsistance en agriculture orientée vers le marché.
- La diversification des exportations et la croissance économique entraînées par le secteur privé.
- La participation du pays à la division internationale du travail de façon productive.
- Les conditions à réunir pour le progrès technologique, et l'avènement, à un stade ultérieur, d'une économie reposant sur l'innovation.

À un niveau plus profond, la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement concerne, dans l'ensemble, la réalisation d'investissements essentiels dans l'infrastructure et le capital humain afin de permettre aux pauvres de participer à l'économie mondiale, tout en leur donnant les moyens d'exercer leurs droits économiques, politiques et sociaux, ce qui leur permettra d'utiliser au mieux cette infrastructure et ce capital humain, quel que soit l'endroit où ils choisissent de vivre (encadré 1.3).

Les infrastructures, le capital humain et les droits de l'homme sont des conditions essentielles d'un secteur privé dynamique. Dans une économie de marché, dès que les individus et les entreprises ont les moyens offerts par les infrastructures et le capital humain, le secteur privé peut se développer rapidement. La croissance entraînée par le secteur privé dans l'agriculture, l'industrie et les services crée des emplois et des revenus qui réduisent la pauvreté et amenuisent la dépendance future à l'égard de l'aide étrangère. Le but est alors de conjuguer des investissements publics indispensables dans les infrastructures et le capital humain à des politiques économiques axées sur le marché afin d'assurer le dyna-

### **Encadré 1.3**

#### **Les moyens d'une vie productive**

Les éléments principaux d'un capital humain adéquat comprennent :

- Une bonne alimentation de base.
- Un système de soins de santé permettant à chacun de vivre plus longtemps et en bonne santé.
- La santé de la sexualité et de la procréation.
- Le fait de savoir lire et compter et d'avoir les qualifications élémentaires qu'appellent les emplois au XXI<sup>e</sup> siècle.
- Des connaissances techniques et suffisamment d'esprit d'entreprise pour adopter les connaissances technologiques et scientifiques existantes mais sous-utilisées nécessaires pour faciliter le développement des connaissances.

Les services d'infrastructure essentiels sont les suivants :

- Une eau salubre et des moyens d'assainissement de base.
- Un environnement naturel préservé et géré de façon durable.
- Des intrants agricoles, notamment les éléments nutritifs du sol, un apport fiable d'eau pour l'agriculture et des variétés de semences améliorées, à quoi il faut ajouter des vaccins, des produits pharmaceutiques vétérinaires et l'alimentation du bétail.
- De l'énergie, notamment de l'électricité et des combustibles sûrs pour la cuisine.
- Des routes goudronnées et des services de transport fiables et sûrs, y compris des options non motorisées.
- Des techniques informatiques modernes.
- De l'eau potable et des moyens élémentaires d'assainissement.

Les droits politiques, sociaux et économiques essentiels sont les suivants :

- Égalité des droits, y compris en matière de procréation, pour les femmes et les filles.
- Protection contre la violence, en particulier pour les filles et les femmes.
- Possibilité pour chaque citoyen de participer à la vie politique, souvent par le canal d'organisations de la société civile.
- Accès égal de tous aux services publics.
- Sécurité d'occupation et droits de propriété en ce qui concerne le logement, l'entreprise et les autres actifs productifs.

misme de la croissance du secteur privé. À mesure que les pays s'enrichissent, le secteur privé peut alors assumer une part grandissante des services d'infrastructure.

#### ***Les objectifs du Millénaire pour le développement sont d'une importance critique pour la sécurité mondiale***

Les OMD ne reflètent pas seulement un souci de progrès économique, de justice mondiale et de respect des droits de l'homme – ils sont d'une importance essentielle pour la sécurité et la stabilité internationales et nationales, comme l'a souligné le Groupe de haut niveau sur les menaces, les défis et le changement (Nations Unies, 2004a). Les sociétés pauvres, souffrant de la faim, sont beaucoup plus susceptibles que les sociétés riches d'entrer en conflit pour l'obtention de ressources rares essentielles telles que l'eau et les terres arables – ainsi

qu'aux ressources naturelles rares telles que le pétrole, les diamants et le bois. De nombreux dirigeants du monde entier, ces dernières années, ont à juste titre souligné la forte corrélation existant entre la réduction de la pauvreté et la sécurité mondiale (encadré 1.4). La réalisation des OMD est donc une condition essentielle du succès des efforts internationaux visant à venir à bout de la violence conflictuelle, de l'instabilité et du terrorisme. Comme le recommande le Groupe de haut niveau, les pays qui aspirent à participer de près à la direction des affaires mondiales en tant que membres du Conseil de sécurité des Nations Unies, doivent assumer des responsabilités particulières quant à la réalisation des OMD et honorer les engagements internationaux en matière d'aide publique au développement et autres formes de soutien indispensables à cette fin. Nous entérinons le critère recommandé par le Groupe, consistant à exiger des pays développés qui aspirent à devenir membres permanents du Conseil de sécurité qu'ils consacrent à l'aide publique au développement 0,7 % de leur PNB.

La pauvreté aggrave en effet les risques de conflit de plusieurs façons. Les pays pauvres sont plus susceptibles que les autres d'avoir des gouvernements fragiles, ce qui fait que des rebelles potentiels peuvent plus facilement s'emparer des terres et de ressources essentielles. Le manque de ressources peut pousser la population à émigrer, ce qui peut entraîner des conflits entre groupes sociaux, ce qui s'est produit au Darfour (Soudan) une fois que la pluviométrie a commencé à diminuer. Faute d'autres solutions productives, les jeunes peuvent se tourner vers la violence pour satisfaire leurs besoins matériels ou poussés par l'absence de perspectives, le désespoir et la colère. Les agriculteurs pauvres qui sont privés des infrastructures indispensables et d'accès aux marchés agricoles peuvent, par désespoir, se tourner vers la production et le commerce de stupéfiants, et par exemple cultiver le pavot en Afghanistan ou la coca dans les pays andins. Les zones de taudis sont souvent contrôlées par des gangs de trafiquants de drogues qui créent un cercle vicieux d'insécurité et de pauvreté. L'absence d'options économiquement viables autres que celle qu'offre la criminalité fait le lit du désordre – et ne fait qu'accroître le potentiel de violence.

Alors que les conflits armés sont évidemment le résultat d'une combinaison de plusieurs facteurs, les recherches montrent l'existence d'une relation causale forte entre la pauvreté ou la brusque réduction du revenu et le déclenchement d'un conflit. Le risque de guerre civile diminue à mesure que le revenu national augmente. Une décroissance économique accroît donc le risque de guerre civile de façon spectaculaire (voir les chapitres 3 et 12). Les conséquences sont doubles : il est particulièrement important d'investir dans le développement afin de réduire les probabilités de conflit, et les stratégies de développement doivent prendre en considération leurs effets possibles sur la réduction des risques de conflit (ou leur augmentation accidentelle).

### **Structure du rapport**

Le présent rapport propose un cadre d'action mondial qui permettra à tous

## **Encadré 1.4**

### **La réduction de la pauvreté et la sécurité mondiale**

Sources : Abdullah II, 2004; Blair, 2004; Bush, 2002; Chirac, 2004; Koizumi, 2004; Mkapa, 2004; Obasanjo, 2004; Schröder, 2001; da Silva, 2004.

Les dirigeants de beaucoup de pays ont souligné le fait que la lutte pour la sécurité mondiale – mettre fin à la guerre, à la violence interne, au terrorisme et autres profonds désordres – suppose que l'on gagne la bataille contre la pauvreté. On trouvera ici des exemples de leurs propos, qui révèlent une large convergence de vues sur ce point essentiel.

#### **Le Roi Abdullah de Jordanie, le 23 janvier 2004**

“Les gens seront d'autant plus attachés à un avenir de paix que leurs perspectives s'amélioreront. Il nous appartient de créer les conditions de la croissance économique mondiale, d'élargir l'accès à l'éducation et à la technologie et surtout de veiller à la justice, pour montrer aux jeunes que notre monde peut reposer sur l'équité, l'ouverture d'esprit et l'espoir. Les objectifs du Millénaire pour le développement doivent être renforcés au moyen de nouveaux repères pour mesurer les progrès réalisés, pour rendre le commerce international plus équitable et mieux conçu, et pour nouer de nouveaux liens à l'échelle mondiale.”

#### **Le Premier Ministre britannique, Tony Blair, le 7 octobre 2004**

“Le reste du monde ne peut pas regarder sans rien faire, ce serait désastreux, car ce qui se passe en Afrique affecte et affectera le reste de la planète. La pauvreté et l'instabilité entraînent une fragilisation des États, qui peuvent alors accueillir des terroristes et d'autres criminels.”

#### **Le Président des États-Unis, George W. Bush, le 14 mars 2002**

“Ce n'est pas la pauvreté qui cause le terrorisme, être pauvre ne fait pas de vous un meurtrier. La plupart des conspirateurs du 11 septembre avaient été élevés dans le confort. Pourtant, la persistance de la pauvreté et de l'oppression peuvent pousser au désespoir. Et quand les gouvernements sont incapables de satisfaire les besoins essentiels de leur population, ces États défaillants peuvent être un sanctuaire pour les terroristes.

“La pauvreté empêche les gouvernements de contrôler leurs frontières, d'assurer l'ordre public et l'application des lois sur leur territoire. Le développement dégage les ressources de l'espoir, de la prospérité et de la sécurité ... Un développement réussi exige également que les citoyens soient alphabétisés, en bonne santé et prêts à travailler. L'aide au développement peut aider les pays pauvres à satisfaire ces besoins d'éducation et de soins de santé.”

#### **Le Président français, Jacques Chirac, le 26 mai 2004**

“L'économie mondiale, dans son ensemble, est ralentie par le manque de développement qui condamne des régions entières à la pauvreté et à un manque apparent de perspective. C'est également une nécessité politique car la sécurité et la stabilité, dans le monde, sont menacées par les réactions des populations privées de l'exercice de leurs droits fondamentaux.”

#### **Le Premier Ministre japonais, Junichiro Koizumi, le 21 septembre 2004**

“La protection et l'émancipation des hommes et des communautés est la base de la paix et de la sécurité internationales ... Il ne saurait y avoir de stabilité et de prospérité dans le monde tant que les problèmes de l'Afrique ne sont pas résolus ... La paix et la sécurité, les questions économiques essentielles sont de plus en plus liées entre elles.”

#### **Le Président de la Tanzanie, Benjamin Mkapa, le 10 janvier 2003**

“Nous devons faire face aux situations et aux facteurs qui sont susceptibles d'engendrer le terrorisme, c'est-à-dire la pauvreté, le refus de reconnaissance, les privations, l'oppression et l'injustice.”

**Encadré 1.4**  
**La réduction de  
la pauvreté et la  
sécurité mondiale**  
*(suite)*

**Le Président du Nigéria, Olusagun Obasanjo, le 23 septembre 2004**

“Notre quête de paix et de sécurité mondiale restera sans succès si nous n'intensifions pas la coopération internationale pour le développement et la lutte contre la pauvreté.”

**Le Chancelier allemand, Gerhard Schröder, dans son programme d'action 2015**

“L'extrême pauvreté, l'inégalité grandissante entre les pays, mais aussi dans les pays, sont les grands problèmes de notre temps, car ils font le lit de l'instabilité et des conflits. Réduire la pauvreté dans le monde est donc une condition essentielle de la sauvegarde de la paix et de la sécurité.”

**Le Président brésilien, Lula da Silva, le 21 septembre 2004**

“La marche à suivre pour parvenir à une paix durable passe par un nouvel ordre politique et économique international, qui accorde à tous les pays de vraies possibilités de développement économique et social.”

les pays d'atteindre les OMD. Il est structuré en quatre parties. La suite de la première partie est un aperçu d'ensemble des progrès accomplis dans le monde, suivi d'un examen des régions et des OMD où on constate un retard important (chapitre 2). Le chapitre 3 présente un cadre d'analyse devant permettre de comprendre pourquoi certaines régions du monde ne parviennent pas à atteindre les OMD. On y décrit aussi l'importante relation existant entre les OMD et la croissance économique et on y montre que les investissements publics sont indispensables pour atteindre les OMD dans les pays les plus pauvres.

La deuxième partie présente ensuite les principales recommandations du Projet Objectifs du Millénaire des Nations Unies sur les moyens de réaliser concrètement ces objectifs dans les pays en développement. Le chapitre 4 présente la teneur et les modalités d'un plan d'action pour atteindre les OMD : des stratégies de réduction de la pauvreté reposant sur les OMD, qui sont conçues, contrôlées et appliquées au niveau des pays et qui s'inscrivent dans un plan de 10 ans dont les priorités sont déterminées en remontant le temps à partir des cibles choisies pour 2015. Le chapitre 5 fait la synthèse des principales recommandations formulées par les équipes thématiques du Projet Objectifs du Millénaire pour le développement, qui portent sur les interventions indispensables à faire figurer dans les stratégies nationales de réduction de la pauvreté reposant sur les OMD. Le chapitre 6 décrit les principaux choix à faire pour mettre en place les systèmes qui permettront de porter ces interventions à l'échelle voulue.

Le chapitre 7 présente les principaux problèmes de gouvernance intérieure à résoudre dans une stratégie de réduction de la pauvreté reposant sur les OMD. On y souligne les étapes pratiques de la mise en place des divers éléments d'un système de gouvernance nécessaires à la réalisation des OMD, notamment la progression de la gestion du secteur public, la défense des droits de l'homme, les organisations de la société civile et la croissance du secteur privé. Le chapitre 8 décrit les contributions importantes des organisations de la société civile aux

efforts nationaux et internationaux visant à atteindre les OMD. Le chapitre 9 décrit le rôle décisif du secteur privé.

Le chapitre 10 recense les priorités – en particulier les priorités d’investissement – en Afrique subsaharienne, en faisant justice de l’erreur fréquente selon laquelle les pays se trouveraient dans une crise de mauvaise gouvernance, alors qu’ils sont plutôt dans un piège de la pauvreté. Le chapitre 11 présente une évaluation des priorités pour les autres régions du monde, l’accent étant mis sur les pays les plus vulnérables. Le chapitre 12 examine le cas particulier des pays en conflit, ou qui en émergent; on y recommande que toute stratégie internationale ou nationale en vue de la réalisation des OMD mette l’accent sur les conflits et leur prévention.

La troisième partie examine ce qu’implique la méthode fondée sur la stratégie de réduction de la pauvreté reposant sur les OMD pour le système international. Le chapitre 13 expose ainsi comment le système des donateurs d’aide au développement n’est pas encore à la hauteur de la tâche en ce qui concerne la réalisation des OMD et recommande des mesures précises pour le réformer. Le chapitre 14 porte sur le rôle de la réforme du régime commercial pour la réalisation des OMD, en présentant des recommandations précises en vue du cycle actuel des négociations commerciales de Doha. Le chapitre souligne la nécessité d’examiner, pour chaque pays, les effets d’une réforme des échanges. Il aborde également le problème de l’action à mener du côté de l’offre pour accroître la compétitivité des exportations des pays en développement, en sus de la question de l’ouverture des marchés. Le chapitre 15 présente les biens publics régionaux et mondiaux qu’il faut produire au moyen des stratégies nationales de réduction de la pauvreté et au moyen de stratégies et institutions régionales et mondiales. Le chapitre 16 présente des mesures audacieuses et à prendre sans délai dès 2005 pour amorcer les 10 années qui devraient conduire au succès des OMD. Il montre comment la réalisation des OMD peut et doit être accélérée.

La quatrième partie conclut le rapport en exposant les coûts et avantages estimatifs d’une décennie de grandes ambitions jusqu’en 2015. Le chapitre 17 évalue les coûts des stratégies d’investissement pour la réalisation des OMD au niveau des pays et présente une méthode de cofinancement inspirée par le Consensus de Monterrey, pour faciliter l’application de ces stratégies par une mobilisation accrue des ressources intérieures et une augmentation de l’aide publique au développement. Le chapitre 18 présente une estimation des avantages de la réalisation des OMD et un bilan des possibilités pour le monde en 2015. Les OMD représentent une étape intermédiaire sur la route de l’élimination de la pauvreté en l’espace d’une génération.